



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.496/4
du 5 juin 2020

advies 67.496/4
van 5 juni 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
n° ... 'portant des mesures
particulières pour les militaires
dans le cadre de la crise
sanitaire liée au coronavirus
Covid-19'

een ontwerp van koninklijk
besluit nr. ... 'houdende
bijzondere maatregelen voor de
militairen in het kader van de
gezondheids crisis ten gevolge
van het coronavirus Covid-19'

Le 28 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Affaires étrangères et de la Défense à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal n° ... 'portant des mesures particulières pour les militaires dans le cadre de la crise sanitaire liée au coronavirus Covid-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 juin 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 juin 2020.

*

Op 28 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Defensie verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit nr. ... 'houdende bijzondere maatregelen voor de militairen in het kader van de gezondheidscrisis ten gevolge van het coronavirus Covid-19'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 juni 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 4, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)', qui fait référence à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FONDEMENTS JURIDIQUES

Au vu de son intitulé et de son préambule, le projet examiné prend la forme d'un arrêté de pouvoirs spéciaux fondé sur les articles 2, et 5, § 1^{er}, 5^o et 6^o et § 2, de la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)' (ci-après : la loi du 27 mars 2020 (II)).

L'article 2 de la loi du 27 mars 2020 (II) dispose ce qui suit :

« Afin de permettre à la Belgique de réagir à l'épidémie ou la pandémie du coronavirus COVID-19 et d'en gérer les conséquences, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre les mesures visées à l'article 5, § 1^{er}, 1^o à 8^o.

Si nécessaire, ces mesures peuvent avoir un effet rétroactif, lequel ne peut cependant être antérieur au 1^{er} mars 2020 ».

Quant à l'article 5, § 1^{er}, de cette loi, il habilite le Roi, en vue de réaliser les objectifs visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, à prendre des mesures notamment pour

« 5^o apporter des adaptations au droit du travail et au droit de la sécurité sociale en vue de la protection des travailleurs et de la population, de la bonne organisation des entreprises et des administrations, tout en garantissant les intérêts économiques du pays et la continuité des secteurs critiques ^[1].

6^o suspendre ou prolonger les délais fixés par ou en vertu de la loi selon les délais fixés par Lui » ².

¹ Le commentaire précise ce qui suit : « En droit du travail et de sécurité sociale, il peut se produire des situations dans lesquelles le cadre juridique en vigueur ne permet pas de concilier les mesures inspirées par la santé publique avec la nécessité d'assurer la continuité de la production économique ou de la prestation de services et ce, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, par exemple à cause du télétravail imposé ou des modifications dans les horaires. Il est également primordial de pouvoir prendre rapidement des mesures destinées à protéger les secteurs critiques de notre pays, afin que la sécurité de l'approvisionnement puisse être garantie à tout moment, de même que la continuité des services publics et des secteurs essentiels. Le Roi peut dans ce contexte notamment modifier la loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt public en temps de paix, et modifier et adapter en temps de paix la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires. » (Proposition de loi 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19', *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-1104/1, pp. 6 et 7).

² Il ressort du commentaire qu'« Il importe également que les procédures, autorisations, accords existants, etc. puissent être prolongés ou, le cas échéant, suspendus pour une durée fixée par le Roi. Cela devrait éviter que de nombreuses affaires ne s'enlisent en raison de l'expiration de certains délais légaux » (*Ibidem*, p. 7).

L'article 5, § 2, de la loi du 27 mars 2020 (II) prévoit que :

« Les arrêtés visés au paragraphe 1^{er} peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur, même dans les matières qui sont expressément réservées à la loi par la Constitution.

Les arrêtés visés au paragraphe 1^{er} peuvent déterminer les sanctions administratives, civiles et pénales applicables à certaines infractions à ces arrêtés.

Les sanctions pénales ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux sanctions pénales introduites par ces arrêtés ».

Le projet examiné intervient dans ce cadre ; il y a donc lieu de considérer qu'il trouve ses fondements juridiques dans les articles 2 et 5, § 1^{er}, 5^o et 6^o, et § 2, de la loi du 27 mars 2020 (II).

L'alinéa 5 du préambule constituera dès lors le premier alinéa du préambule.

Par ailleurs, conformément à l'article 7, alinéas 2 et 3, de la loi du 27 mars 2020 (II), l'arrêté envisagé sera confirmé par la loi dans un délai d'un an à partir de son entrée en vigueur, à défaut de quoi il est réputé n'avoir jamais produit ses effets.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Eu égard aux fondements juridiques, il y a lieu d'omettre le premier alinéa du préambule.
2. À l'alinéa 2, dans la version française, il y a lieu de corriger la date de la loi du 30 juillet 1938 'concernant l'usage des langues à l'armée'.
3. Dès lors qu'en application de l'article 6, alinéa 2, de la loi du 27 mars 2020 (II), les formalités mentionnées aux alinéas 8 à 11 ne sont pas considérées comme ayant un caractère obligatoire lorsqu'un arrêté est pris sur la base des pouvoirs spéciaux autorisés par cette loi, la négociation et les avis visés seront repris au préambule sous la forme d'un « considérant ».
4. L'article 4, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 (I) permet d'invoquer la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État en vue de demander un avis à la section de législation « dans un délai de cinq jours ouvrables » sans que l'urgence de la demande d'avis doive encore être spécialement motivée. Dans le préambule des arrêtés visés à l'article 4, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 (I), il n'y a donc pas lieu de reproduire la motivation de l'urgence.

Compte tenu de ce qui précède, les alinéas 6 et 7 seront soit omis soit ils feront l'objet d'un considérant à déplacer après le visa relatif à l'avis du Conseil d'État.

5. Les alinéas 12 et 13 seront fusionnés afin de faire référence à l'avis du Conseil d'État comme suit :

« Vu l'avis 67.496/4 du Conseil d'État, donné le 5 juin 2020, en application de l'article 4, alinéa 3, de la loi du 27 mars 2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I) ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Comme en a convenu l'officier déléguée, il y a lieu de modifier l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet afin, d'une part, d'y indiquer que la dérogation porte sur l'article 2, alinéa 6, de la loi du 30 juillet 1938³ et, d'autre part, de préciser que cette dérogation s'applique à l'année académique 2020-2021.

Concernant l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet, il a pour conséquence que l'étudiant est considéré comme n'ayant jamais commencé son master en sciences de l'ingénieur ou ès arts en sciences sociales et militaires et qu'il doit quitter cette formation.

De l'accord de l'officier déléguée et eu égard à cette conséquence et à l'amélioration de la situation sanitaire, il y a lieu de remplacer la date du « 31 décembre 2020 » par la date du « 30 septembre 2020 ».

L'article 1^{er} du projet sera revu en ce sens.

Article 2

L'article 9 de loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées' prévoit, en son alinéa 1^{er}, que pour pouvoir acquérir la qualité de militaire, le postulant doit remplir différentes conditions fixées dans cette disposition dont, au 7^o, le fait de satisfaire aux épreuves de sélection.

L'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007 prévoit ce qui suit :

« Les épreuves de sélection visées à l'article 9, alinéa 1^{er}, 7^o, comportent :

- 1^o des épreuves psychotechniques ;
- 2^o le cas échéant, des épreuves de connaissance académique ou professionnelle ;
- 3^o des épreuves d'appréciation de l'aptitude physique et de l'aptitude médicale ;
- 4^o le cas échéant, des épreuves pratiques ».

³ L'erreur de date concerne uniquement la version française ; l'erreur d'alinéa les deux versions.

En dérogation à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 28 février 2007, l'article 2 du projet tend à supprimer les épreuves d'appréciation de l'aptitude physique pour les sessions de recrutement de l'année de recrutement 2020.

En raison de l'objectif du recrutement pour la Défense se pose la question de savoir s'il est bien cohérent de supprimer l'ensemble des épreuves d'appréciation de l'aptitude physique ou s'il n'est pas plus pertinent d'envisager la suppression de certaines d'entre elles ou encore s'il ne peut être envisagé de postposer les épreuves ou à tout le moins certaines d'entre elles tout en veillant au respect des règles relatives à la distanciation sociale.

L'article 2 du projet sera réexaminé en conséquence.

Article 4

L'article 4, alinéa 1^{er}, du projet tend à mettre fin aux sessions de recrutement qui n'étaient pas terminées à la date du 18 mars 2020.

Selon l'officier déléguée, l'objectif est de considérer pour la même session de recrutement qu'elle est terminée à la fois pour les postulants qui ont pu présenter toutes les épreuves de sélection à cette date et pour les postulants qui n'ont pas pu présenter l'ensemble des épreuves avant le 18 mars 2020. L'alinéa 2 de l'article 4 du projet prévoit pour ces derniers une réinscription de plein droit à la session de recrutement suivante.

L'article 4, alinéa 1^{er}, du projet sera dès lors complété pour mettre fin à la session de recrutement pour les postulants qui ont pu présenter toutes les épreuves de sélection avant le 18 mars 2020.

Dans un souci d'égalité, il y aurait lieu d'ajouter, à l'article 4, alinéa 2, du projet, que les postulants qui ont réussi certaines épreuves avant le 18 mars 2020 mais qui n'ont pas pu présenter l'ensemble des épreuves et qui sont de plein droit réinscrits à la session de recrutement suivante sont dispensés des épreuves réussies.

L'article 4 du projet sera complété en conséquence.

Article 5

L'article 5 du projet donne lieu à critique en ce qu'il ne contient aucun critère quant à la limitation du nombre d'inscriptions par poste vacant.

L'article 5 du projet sera dès lors revu.

Article 6

Selon les informations reçues de l'officier déléguée, le nouveau système d'évaluation n'a pas encore été mis en application.

Dans la mesure où le cycle d'évaluation n'a pas encore commencé, l'article 6 du projet ne pose pas de problème d'égalité.

Il serait utile de compléter le rapport au Roi sur ce point.

Article 10

1. L'article 10, alinéa 1^{er}, du projet est rédigé comme suit : « Le présent arrêté produit ses effets le 18 mars 2020 ».

Une telle disposition a pour effet de conférer un effet rétroactif au texte en projet.

Ainsi que l'a rappelé la section de législation dans son avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 ⁴,

« la rétroactivité ne peut se justifier que lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général ⁵. S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour but d'influencer dans un sens déterminé l'issue d'une procédure judiciaire ou d'empêcher les juridictions de se prononcer sur une question de droit bien déterminée, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous ⁶ ».

La justification contenue dans le rapport au Roi qui explique la nécessité de faire rétroagir les dispositions en projet à la date du 18 mars 2020 qui constitue le début de la situation officielle de la crise sanitaire actuelle est admissible.

⁴ Avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur la proposition devenue la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 (I) et la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 (II)', *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 1104/1, pp. 3 à 21, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.

⁵ *Note de bas de page n° 22 de l'avis cité* : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, voir notamment : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2 ; C.C., 19 décembre 2013, n° 172/2013, B.22 ; C.C., 29 janvier 2014, n° 18/2014, B.10 ; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1 ; C.C., 22 janvier 2015, n° 1/2015, B.4 ; C.C., 7 mai 2015, n° 54/2015, B.12 ; C.C., 14 janvier 2016, n° 3/2016, B.22 ; C.C., 3 février 2016, n° 16/2016, B.12.1 ; C.C., 28 avril 2016, n° 58/2016, B.9.2 ; C.C., 9 février 2017, n° 15/2017, B.9.2.

⁶ *Note de bas de page n° 23 de l'avis cité* : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle. Voir, par ex. : C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2 ; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1 ; C.C., 28 mai 2015, n° 77/2015, B.4.1 ; C.C., 24 mars 2016, n° 48/2016, B.6 ; C.C., 6 octobre 2016, n° 126/2016, B.7.3.

2. Eu égard à l'observation formulée sous l'article 1^{er}, alinéa 2, du projet, il y a lieu d'en modifier l'article 10, alinéa 3, afin de prévoir une fin de vigueur de l'article 1^{er} du projet à la date du 30 septembre 2020.

Le rapport au Roi sera adapté en conséquence.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 4, derde lid, van de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)’, waarin verwezen wordt naar artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

RECHTSGRONDEN

Uit het opschrift en de aanhef blijkt dat het voorliggende ontwerp de vorm aanneemt van een bijzonderemachtenbesluit dat rechtsgrond vindt in de artikelen 2, en 5, § 1, 5° en 6°, en § 2, van de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’ (hierna: de wet van 27 maart 2020 (II)).

In artikel 2, van de wet van 27 maart 2020 (II) wordt het volgende bepaald:

“Teneinde het België mogelijk te maken te reageren op de coronavirus COVID-19 epidemie of pandemie en de gevolgen ervan op te vangen, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de in artikel 5, § 1, 1° tot 8°, bedoelde maatregelen nemen.

Zo nodig kunnen deze maatregelen een terugwerkende kracht hebben, die echter niet verder kan teruggaan dan 1 maart 2020.”

Met het oog op de in artikel 2, eerste lid, vermelde doelstellingen, machtigt artikel 5, § 1, van die wet op zijn beurt de Koning om inzonderheid maatregelen te treffen teneinde

“5° aanpassingen door te voeren in het arbeidsrecht en het socialezekerheidsrecht, met het oog op de bescherming van de werknemers en van de bevolking, de goede organisatie van de ondernemingen en de overheid, met vrijwaring van de economische belangen van het land en de continuïteit van de kritieke sectoren;^[1]

¹ In de toelichting wordt het volgende gesteld: “In het arbeidsrecht en socialezekerheidsrecht kunnen zich situaties opdringen waarbij het bestaande wettelijk kader niet toelaat de omwille van de volksgezondheid ingegeven maatregelen te verzoenen met de noodzaak van een blijvende economische productie of dienstverlening, zowel in de private sector als in de publieke sector, bijvoorbeeld omwille van het opgelegd telewerk of van de wijzigingen in het uurrooster. Het is ook belangrijk dat snel maatregelen kunnen worden genomen ter vrijwaring van de kritieke sectoren in ons land zodat te allen tijde de bevoorradingszekerheid kan worden gewaarborgd, en om de continuïteit van de openbare dienstverlening en van de dienstverlening in de essentiële sectoren te verzekeren. De Koning kan in deze context onder meer de wet van 19 augustus 1948 betreffende de prestaties van algemeen belang in vredetijd wijzigen alsook de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen wijzigen en aanpassen in vredetijd”. (Wetsvoorstel ‘dat machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus Covid-19’, *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-1104/1, 6 en 7).

6° de bij of krachtens de wet bepaalde termijnen te schorsen of te verlengen volgens de door Hem bepaalde termijnen.”²

Artikel 5, § 2, van de wet van 27 maart 2020 (II) bepaalt het volgende:

“De besluiten bedoeld in de eerste paragraaf mogen de geldende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, zelfs inzake aangelegenheden die de Grondwet uitdrukkelijk aan de wet voorbehoudt.

De besluiten bedoeld in de eerste paragraaf kunnen de administratieve, burgerrechtelijke en strafrechtelijke sancties bepalen voor bepaalde overtredingen van die besluiten.

De strafrechtelijke sancties kunnen geen hogere strafmaat inhouden dan de strafmaat die voor de betrokken overtredingen is bepaald in de wetgeving die wordt aangevuld of gewijzigd.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de door deze besluiten ingevoerde strafrechtelijke sancties.”

Het voorliggende ontwerp valt binnen dat kader; er moet dus van worden uitgegaan dat het zijn rechtsgrond ontleent aan de artikelen 2 en 5, § 1, 5° en 6°, en § 2, van de wet van 27 maart 2020 (II).

Het vijfde lid van de aanhef moet dan ook het eerste lid van de aanhef worden.

Voorts moet het te nemen besluit, overeenkomstig artikel 7, tweede en derde lid, van de wet van 27 maart 2020 (II), bij wet worden bekrachtigd binnen een termijn van een jaar vanaf de inwerkingtreding, bij gebreke waarvan het geacht wordt nooit uitwerking te hebben gehad.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Gelet op de rechtsgronden dient het eerste lid van de aanhef te worden weggelaten.
2. In de Franse tekst van het tweede lid moet de datum van de wet van 30 juli 1938 ‘betreffende het gebruik der talen bij het leger’ worden gecorrigeerd.

² Uit de toelichting blijkt dat “[het] eveneens belangrijk [is] dat bestaande procedures, vergunningen, overeenkomsten, enz. kunnen worden verlengd of desgevallend geschorst voor een duur die de Koning bepaalt”. Dit moet verhinderen dat tal van zaken vastlopen omwille van het verstrijken van bepaalde wettelijke voorziene termijnen”. (*Ibid.*, 7).

3. Aangezien, met toepassing van artikel 6, tweede lid, van de wet van 27 maart 2020 (II), de in het achtste tot het elfde lid vermelde vormvereisten niet worden beschouwd als verplichte vormvereisten wanneer een besluit wordt uitgevaardigd op grond van de bij deze wet toegestane bijzondere volmachten, moet de verwijzing naar de onderhandeling en naar de andere vormvereisten, in de aanhef worden vermeld in de vorm van een “overweging”.

4. In artikel 4, derde lid, van de wet van 27 maart 2020 (I) wordt het mogelijk gemaakt een beroep te doen op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, teneinde de afdeling Wetgeving te verzoeken om een advies “binnen een termijn van vijf werkdagen” zonder dat het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag nog met bijzondere redenen moet worden omkleed. In de aanhef van besluiten bedoeld in artikel 4, derde lid, van de wet van 27 maart 2020 (I), moet bijgevolg niet langer de motivering van de spoedeisendheid worden weergegeven.

Gelet op wat voorafgaat, moeten het zesde en het zevende lid ofwel worden weggelaten, ofwel worden opgenomen als overwegingen die moeten volgen op de aanhefverwijzing met betrekking tot het advies van de Raad van State.

5. Het twaalfde en dertiende lid moeten worden samengevoegd teneinde als volgt te verwijzen naar het advies van de Raad van State:

“Gelet op advies 67.496/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2020 met toepassing van artikel 4, derde lid, van de wet van 27 maart 2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I).”

DISPOSITIEF

Artikel 1

Zoals de gemachtigde officier heeft beaamd, dient artikel 1, eerste lid, van het ontwerp te worden gewijzigd teneinde er, enerzijds, in te vermelden dat het gaat om een afwijking van artikel 2, zesde lid, van de wet van 30 juli 1938³ en er, anderzijds, in te preciseren dat die afwijking geldt voor het academiejaar 2020-2021.

Artikel 1, tweede lid, van het ontwerp heeft dan weer tot gevolg dat de student wordt geacht nooit te zijn begonnen aan zijn master in de ingenieurswetenschappen of in de sociale en militaire wetenschappen.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat, rekening houdend met dat gevolg en met de verbetering van de gezondheidssituatie, de datum van “31 december 2020” dient te worden vervangen door de datum van “30 september 2020”.

Artikel 1 van het ontwerp moet in die zin herzien worden.

³ Alleen de Franse tekst vermeldt een verkeerde datum; beide taalversies vermelden het verkeerde lid.

Artikel 2

In het eerste lid van artikel 9 van de wet van 28 februari 2007 ‘tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht’ wordt bepaald dat om de hoedanigheid van militair te kunnen verwerven, de sollicitant moet voldoen aan verscheidene voorwaarden die zijn vastgelegd in die bepaling, waaronder, in punt 7°, het feit dat hij moet “voldoen aan de selectieproeven”.

Artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007 luidt als volgt:

“De selectieproeven bedoeld in artikel 9, eerste lid, 7°, omvatten:

1° psychotechnische proeven;

2° desgevallend, proeven van schoolse of beroepskennis;

3° proeven tot beoordeling van de fysieke geschiktheid en van de medische geschiktheid;

4° desgevallend, praktische proeven.”

In afwijking van artikel 10, § 1, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007 strekt artikel 2 van het ontwerp tot opheffing van de proeven tot beoordeling van de fysieke geschiktheid voor de wervingssessies van het wervingsjaar 2020.

Aangezien het de bedoeling is om bij Defensie aan te werven, rijst de vraag of het wel logisch is om alle proeven ter beoordeling van de lichamelijke geschiktheid af te schaffen en of het niet relevanter is om de afschaffing van sommige van die proeven of het uitstel van alle proeven of althans sommige ervan, te overwegen, en daarbij te zorgen dat de “social distancing” in acht wordt genomen.

Artikel 2 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 4

Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp strekt ertoe de wervingssessies die op 18 maart 2020 nog niet waren beëindigd, stop te zetten.

Volgens de gemachtigde officier is het de bedoeling om er voor dezelfde wervingssessie van uit te gaan dat die zowel voor de sollicitanten die op die datum alle selectieproeven hebben kunnen afleggen als voor de sollicitanten die niet alle proeven hebben kunnen afleggen vóór 18 maart 2020, wordt beëindigd. Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp bepaalt dat die laatsten van rechtswege opnieuw zijn ingeschreven voor de volgende wervingssessie.

Artikel 4, eerste lid, van het ontwerp moet bijgevolg worden aangevuld om de wervingssessie te beëindigen voor de sollicitanten die alle selectieproeven hebben kunnen afleggen vóór 18 maart 2020.

Met het oog op een gelijke behandeling zou aan artikel 4, tweede lid, van het ontwerp moeten worden toegevoegd dat de sollicitanten die voor bepaalde proeven zijn geslaagd vóór 18 maart 2020, maar niet alle proeven hebben kunnen afleggen en die van rechtswege opnieuw zijn ingeschreven voor de volgende wervingssessie, zijn vrijgesteld van de proeven waarvoor ze zijn geslaagd.

Artikel 4 van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Artikel 5

Artikel 5 van het ontwerp geeft aanleiding tot kritiek in zoverre het geen enkel criterium inzake de beperking van het aantal inschrijvingen per vacature bevat.

Artikel 5 van het ontwerp moet dan ook worden herzien.

Artikel 6

De gemachtigde officier heeft laten weten dat het nieuwe evaluatiesysteem nog niet wordt toegepast.

Aangezien de evaluatiecyclus nog niet is begonnen, levert artikel 6 van het ontwerp geen probleem op wat de gelijke behandeling betreft.

Het zou nuttig zijn het verslag aan de Koning op dat punt aan te vullen.

Artikel 10

1. Artikel 10, eerste lid, van het ontwerp luidt als volgt: “Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 maart 2020”.

Een dergelijke bepaling heeft tot gevolg dat de ontworpen tekst terugwerkende kracht heeft.

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 67.142/AV van 25 maart 2020 opgemerkt dat⁴

“de terugwerkende kracht enkel kan worden verantwoord wanneer ze onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van algemeen belang.”⁵

⁴ Advies 67.142/AV gegeven op 25 maart 2020 over een voorstel dat heeft geleid tot de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19(I) en de wet van 27 maart 2020 ‘die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)’, *Parl.St.* Kamer, 2019-20, nr. 1104/1, 3 tot 21, (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67142.pdf>).

⁵ Voetnoot 22 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, zie o.m.: GwH 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2; GwH 19 december 2013, nr. 172/2013, B.22; GwH 29 januari 2014, nr. 18/2014, B.10; GwH 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1; GwH 22 januari 2015, nr. 1/2015, B.4; GwH

Indien bovendien blijkt dat de terugwerkende kracht tot doel heeft de afloop van een gerechtelijke procedure in een welbepaalde zin te beïnvloeden of de rechtscolleges te verhinderen zich uit te spreken over een welbepaalde rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden of dwingende motieven van algemeen belang een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers afbreuk doet aan de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden.”⁶

De in het verslag aan de Koning opgenomen verantwoording van de noodzaak om de ontworpen bepalingen te laten terugwerken tot 18 maart 2020, de datum waarop de huidige gezondheidscrisis officieel is begonnen, is aanvaardbaar.

2. Gelet op de opmerking bij artikel 1, tweede lid, van het ontwerp, dient artikel 10, derde lid ervan te worden gewijzigd teneinde te voorzien in een buitenwerkingtreding van artikel 1 van het ontwerp op 30 september 2020.

Het verslag aan de Koning moet dienovereenkomstig worden aangepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

7 mei 2015, nr. 54/2015, B.12; GwH 14 januari 2016, nr. 3/2016, B.22; GwH 3 februari 2016, nr. 16/2016, B.12.1; GwH 28 april 2016, nr. 58/2016, B.9.2; GwH 9 februari 2017, nr. 15/2017, B.9.2.

⁶ Voetnoot 23 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof. Zie bv.: GwH 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2; GwH 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1; GwH 28 mei 2015, nr. 77/2015, B.4.1; GwH 24 maart 2016, nr. 48/2016, B.6; GwH 6 oktober 2016, nr. 126/2016, B.7.3.